

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/L.1163

15 juin 1971

UN LIBRARY
FRANCAIS

JUN 18 1971
ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

Trente-huitième session
Point 4 a) de l'ordre du jour

UN/SA COLLECTION

LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1380ème séance, le 4 juin 1971, le Conseil de tutelle a nommé un comité de rédaction, composé des représentants de la France et du Royaume-Uni, qu'il a chargé de proposer, compte tenu des délibérations du Conseil, des conclusions et des recommandations touchant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et de formuler des recommandations concernant le chapitre consacré à la situation dans ce territoire qui figurera dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
2. Le Comité de rédaction a tenu trois réunions. Il a bénéficié du concours de représentants de l'Autorité administrante.
3. A la lumière du débat général qui avait eu lieu au Conseil sur la situation dans le Territoire, le Comité a élaboré un certain nombre de conclusions et de recommandations qui reflètent, selon lui, l'opinion de la majorité des membres du Conseil et qui figurent dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande que le Conseil de tutelle adopte le document de travail révisé sur la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1160 et Add.1) comme texte de base pour le chapitre consacré à la situation dans ce territoire qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande également que le Conseil de tutelle adopte les conclusions et les recommandations énoncées dans l'annexe et les insère à la fin de chaque section ou sous-section correspondante du chapitre.

ANNEXE

PROJET DE RECOMMANDATIONS ET DE CONCLUSIONS

A. GENERALITES

Déplacements de population

1. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction la déclaration du représentant spécial selon laquelle l'exécution des projets de réaménagement de l'atoll de Bikini se poursuit conformément aux prévisions.
2. Le Conseil exprime l'espoir, comme il l'a fait à sa trente-septième session, que des mesures analogues seront prises le plus tôt possible en faveur d'autres groupes déplacés.
3. Le Conseil note que l'armée des Etats-Unis a récemment négocié un nouvel accord avec les personnes déplacées des îles du couloir médian de l'atoll de Kwajalein, en vertu duquel le montant de leur rente annuelle doit être relevé, et que le Gouvernement du Territoire sous tutelle leur a fourni les moyens de faire les récoltes sur les îles qu'elles habitaient autrefois.

Demandes de réparation pour dommages de guerre

4. Le Conseil de tutelle rappelle les recommandations qu'il a faites antérieurement sur la question du règlement des réclamations formulées par les Micronésiens pour dommages subis pendant la guerre et après la fin des hostilités. A cet égard, le Conseil note que la législation visant à régler ces deux catégories de réclamations est toujours à l'examen au Congrès des Etats-Unis.
5. La Mission de visite ayant eu l'impression, ainsi qu'il ressort de son rapport pour 1970, que le règlement de ces réclamations était de la plus haute importance pour un grand nombre de Micronésiens, parfois à l'exclusion de toute autre question intéressant le Territoire, le Conseil, soulignant le caractère d'urgence de cette question, regrette le retard apporté à la régler et exprime à nouveau l'espoir que l'on parviendra rapidement à lui trouver une solution définitive et que les versements seront effectués le plus tôt possible.

B. PROGRES POLITIQUE

Gouvernement territorial

La législature

6. Le Conseil de tutelle est heureux de constater, d'après les déclarations de l'Autorité administrante et des conseillers spéciaux, que le Congrès de la Micronésie a assumé des responsabilités accrues en 1970/1971 et qu'il a voté plusieurs mesures législatives importantes qui auront des effets à long terme dans le Territoire.

7. Le Conseil de tutelle constate également avec satisfaction que, pendant la période considérée, le Congrès de la Micronésie ainsi que les législatures de district ont participé davantage à l'établissement du budget du Territoire pour l'exercice suivant. A ce sujet, le Conseil est heureux de noter qu'à la demande du Congrès de la Micronésie les dates de sa session ont été modifiées de façon à lui permettre de jouer un rôle plus direct et plus utile dans la planification du budget.

8. A cet égard, le Conseil rappelle qu'à sa trente-septième session il avait exprimé l'espoir que des mesures seraient prises pour accroître la responsabilité financière du Congrès, dont les pouvoirs devraient être progressivement élargis de façon à inclure l'affectation des subventions consenties par les Etats-Unis. Le Conseil note que ce n'est pas encore chose faite, mais que des représentants du Gouvernement du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique ont déclaré au Congrès des Etats-Unis qu'à leur avis, le moment était peut-être venu d'envisager d'allouer en bloc toutes les subventions accordées par les Etats-Unis et de laisser au Congrès de la Micronésie le soin d'affecter ces fonds au mieux des intérêts du Territoire. Le Conseil note que, d'après la déclaration du représentant spécial, le Président du Sous-Comité des finances du Sénat des Etats-Unis examine sérieusement cette possibilité et exprime l'espoir qu'il accédera bientôt à cette requête.

L'Exécutif

9. Le Conseil de tutelle félicite une nouvelle fois l'Autorité administrante des nominations de plus en plus nombreuses de Micronésiens à des postes de responsabilité de l'Exécutif pendant la période considérée. Le Conseil se félicite

de l'accord existant entre l'Autorité administrante et le Congrès de la Micronésie au sujet de la législation que ce dernier vient d'adopter et qui prévoit que le Congrès doit donner son avis et son accord pour toute nomination à des postes de l'Administration du Territoire sous tutelle, y compris celles des chefs de départements appartenant au "cabinet".

10. Le Conseil rappelle toutefois qu'à sa trente-septième session, il a fait siennes les observations de la Mission de visite selon lesquelles il serait souhaitable de donner le plus tôt possible à des Micronésiens élus par le peuple la possibilité de siéger dans les conseils au niveau le plus élevé de l'Exécutif. Il rappelle également qu'à cette session, le représentant spécial s'était déclaré partisan de transformer, le plus tôt possible, les fonctions officielles en Micronésie en fonctions électives, et il exprime l'espoir que la possibilité d'établir, dans un avenir proche, un exécutif territorial dont certains membres au moins seraient désignés par voie d'élection sera examinée à nouveau.

Administration de district

Administrateurs de district

11. Le Conseil de tutelle prend note de la déclaration du représentant spécial selon laquelle, dans le cadre du programme actuel de décentralisation, les administrateurs de district occupent les postes les plus importants dans l'administration du Territoire. Le Conseil accueille avec satisfaction les commentaires élogieux du représentant spécial sur le travail des Micronésiens qui ont occupé ces postes pendant les deux années écoulées.

12. Le Conseil constate avec satisfaction qu'un projet de loi tendant à ce que les administrateurs de district soient élus a été présenté au Congrès de la Micronésie pendant la période considérée.

Législatures de district

13. Le Conseil de tutelle prend note avec satisfaction de la déclaration faite par l'Autorité administrante selon laquelle les législatures de district ont assumé des responsabilités accrues pendant la période considérée et note également que ces organes ont participé à l'établissement du budget du Territoire.

Fonction publique

14. Le Conseil de tutelle se félicite que des Micronésiens aient été nommés en plus grand nombre à des postes élevés de l'administration, y compris celui de Directeur par intérim du Département des transports et des communications, et note avec satisfaction que le prochain Directeur du Département des affaires publiques sera un Micronésien. Le Conseil est heureux de noter également la déclaration du représentant spécial selon laquelle, dans presque tous les services, le Directeur adjoint micronésien remplacera le titulaire expatrié dans un avenir relativement rapproché.

15. Le Conseil de tutelle note également que, selon les déclarations du représentant spécial, sur un effectif total d'environ 5 700 agents de la fonction publique, 5 200 sont des citoyens micronésiens.

16. Le Conseil prend note de la déclaration du représentant spécial, selon laquelle le Congrès de la Micronésie a voté le 22 mai 1971 une loi instituant un nouveau Trust Territory Merit Plan pour les fonctionnaires. Le Conseil note que, comme cette loi n'a pas encore été soumise au Haut-Commissaire pour approbation, on ne dispose pas encore de renseignements détaillés sur ce plan.

17. Comme il l'avait déjà fait à sa trente-septième session, le Conseil exprime l'espoir que la loi adoptée établit un barème des traitements unique pour tous les fonctionnaires - Micronésiens ou expatriés - et que le nouveau barème des salaires sera en rapport avec le niveau général des salaires et de la productivité dans le Territoire, afin qu'il ne soit pas une cause d'inflation et qu'il ne nuise pas au développement de l'économie. A cet égard, le Conseil serait heureux de recevoir des renseignements détaillés sur ce plan avant sa trente-neuvième session.

Peace Corps

18. Le Conseil de tutelle note que le nombre des volontaires du Peace Corps travaillant dans le Territoire a diminué pendant la période considérée.

19. Etant donné que la Mission de visite de 1970 s'était inquiétée de ce que les volontaires du Peace Corps enseignant l'anglais comme seconde langue puissent être appelés à partir d'ici deux ou trois ans, le Conseil accueille avec satisfaction

la déclaration du représentant spécial selon laquelle le programme du Peace Corps dans ce domaine sera maintenu jusqu'à ce que des Micronésiens aient été formés en nombre suffisant pour assurer la continuité de cet important programme.

Education politique

20. Le Conseil de tutelle prend note de la déclaration faite par le sénateur Tun, conseiller spécial, qui a souligné la nécessité d'entreprendre dans le Territoire sous tutelle un programme complet d'éducation politique, afin de faire naître dans toute la population une prise de conscience politique et de lui faire comprendre les avantages et les possibilités qui s'offrent à elle dans le cadre du statut politique actuel et du statut futur. Le Conseil appuie cette opinion et note avec satisfaction que les représentants de l'Administration ont conscience de la nécessité d'améliorer et d'élargir le programme d'éducation politique organisé par l'Administration, et que le Congrès de la Micronésie a été invité à former un comité mixte avec l'Exécutif afin de mettre sur pied un nouveau programme pour le Territoire.

21. Le Conseil de tutelle prend note de ce que le sénateur Tun demande que le Conseil envisage d'apporter son aide à la population du Territoire sous tutelle en expliquant les problèmes qui se poseront quand les accords de tutelle prendront fin. A cet égard, le Conseil rappelle les observations de la Mission de visite de 1970 selon lesquelles cette tâche incombait au premier chef au Congrès de Micronésie et à l'Administration du Territoire; le Conseil estime également que le comité mixte une fois créé devrait s'efforcer avant tout d'expliquer au plus grand nombre possible de Micronésiens tous les problèmes qui se posent. Néanmoins, le Conseil reconnaît que l'ONU devrait faire bénéficier l'Autorité administrante et le Congrès de la Micronésie de son expérience antérieure et l'informer de la manière dont les populations des anciens territoires de tutelle ont pu décider de leur avenir. L'expérience acquise en ce qui concerne la libre association, comme dans le cas des îles Cook, pourrait également être utile à cet égard.

C. PROGRES ECONOMIQUE

Economie générale

22. Le Conseil a noté que le produit national brut par tête atteignait environ 1 000 dollars, soit un chiffre comparable à celui de pays développés. Il remarque cependant que ce chiffre moyen masque des inégalités sensibles entre les habitants, notamment entre citadins et ruraux, entre fonctionnaires et paysans ou pêcheurs et qu'il est obtenu encore en grande partie en faisant entrer en ligne de compte de très importants apports financiers de l'extérieur. Il recommande qu'un effort de planification soit accompli à la fois pour harmoniser et coordonner l'action de l'Administration dans les différents domaines et pour réduire les inégalités de niveau de vie entre Micronésiens.

23. Le Conseil remarque qu'au cours des dix dernières années le Territoire est parvenu à contenir la hausse des prix et recommande qu'une particulière attention continue d'être accordée à la lutte contre l'inflation, d'autant plus utile que le prix d'achat des principales productions locales a, lui aussi, peu évolué pendant la décennie écoulée.

24. Le Conseil a été impressionné par le nombre des mutuelles de crédit fonctionnant dans le Territoire, indice de l'intérêt que portent les habitants à l'accroissement de leurs disponibilités. Il recommande qu'une attention particulière soit portée à la diffusion dans les différents districts de procédés simples d'épargne et de crédit.

25. Il recommande que l'effort en ce domaine comme en matière de mutuelles de crédit porte sur le rétablissement de l'équilibre entre les fonctionnaires et autres habitants.

26. Le Conseil a prêté attention à l'information selon laquelle le Fonds de développement économique avait pratiquement épuisé ses ressources et qu'en conséquence ses disponibilités pourraient sans doute être portées à cinq millions de dollars. Il voit dans cette situation le signe que les imperfections de procédure relevées par la Mission de visite ont été corrigées. Tout en se félicitant que le pourcentage d'impayés ait été ramené en un an de 61 p. 100 à 32 p. 100, le Conseil estime que de nouveaux efforts devraient être faits pour réduire ce pourcentage encore excessif.

27. Le Conseil a pris bonne note de l'adoption de la loi sur les licences aux investissements étrangers (Foreign Investor Business Permit Act) aux termes de laquelle toute demande de patente est examinée par le Conseil du développement économique du district intéressé. Il est tenu compte notamment du degré de participation micronésienne à la prospérité de l'entreprise.

Finances publiques

28. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que le montant des subventions accordées à l'Administration s'est encore élevé au cours du dernier exercice, et a dépassé le chiffre de 50 millions de dollars, tandis que, comme il l'a indiqué plus haut, le Congrès de Micronésie et les législatures de district participaient plus activement à la préparation du budget. Cependant, comme une dépendance excessive à l'égard de l'extérieur ne permet pas au Territoire de disposer d'une base financière solide, le Conseil se loue que le Congrès de Micronésie ait finalement adopté le projet d'institution d'un impôt sur le revenu d'un taux modeste qui accroîtra les ressources propres du Territoire et développera le sens de l'autonomie financière chez les habitants.

29. Le Conseil remarque que le système qui consiste à maintenir une taxation relativement élevée à l'exportation et une faible imposition à l'importation conserve ses partisans dans le Territoire mais persiste à penser qu'une politique fiscale à long terme favorable aux intérêts des autochtones passe par un réaménagement de la fiscalité à l'entrée et à la sortie.

Questions foncières

30. Le Conseil a appris avec intérêt que la loi foncière du 2 septembre 1966, modifiée le 10 septembre 1968, était entrée en application, que cinq des six commissions avaient été mises sur pied et que plus de mille parcelles avaient été levées tandis que 500 titres fonciers étaient délivrés. Cependant, ceci représente seulement une faible proportion des 348 000 parcelles du Territoire. Il exprime l'espoir que la sixième commission foncière sera bientôt constituée. Ayant entendu la plainte d'un pétitionnaire sur ce point, il a pris note de l'assurance qui lui

était donnée que les équipes et commissions foncières ouvraient des procédures indifféremment pour toutes les parcelles, sans éviter celles qui font l'objet de contestations.

31. Gardant à l'esprit que l'achèvement du cadastre s'étendra, selon les nouvelles prévisions, sur cinq à sept ans, le Conseil recommande qu'une attention particulière soit portée à la mise à jour des titres, après leur délivrance, afin de donner leur plein effet à ces coûteuses opérations.

32. Le Conseil renouvelle ses recommandations relatives à la réduction du domaine du Territoire, en vue de sa mise à la disposition de la population, en particulier dans les districts, comme les Mariannes où celui-ci tient une place considérable.

33. Il se félicite que, conformément à ses recommandations antérieures, la totalité des réserves foncières militaires à Truk, et partie d'entre elles dans les autres districts, aient été replacées dans le circuit économique et il recommande que l'effort se poursuive dans cette voie.

Agriculture et élevage

34. Le Conseil a entendu avec intérêt l'exposé du représentant spécial selon lequel un accent nouveau avait été placé sur la production plutôt que sur les études. Le Conseil se félicite que la production agricole se développe et qu'en deux ans la production de coprah ait augmenté de 2 000 tonnes, tandis que celle de légumes était multipliée par dix.

35. Il relève cependant que le récent accroissement de la production de coprah fait suite à une longue période de stagnation.

36. Le Conseil a été impressionné par le fait que la production de viande ait en deux ans été multipliée par huit.

37. Il recommande que les efforts pour développer, à côté du vaste ranch de Tinian, les petites exploitations micronésiennes soient poursuivis.

38. Le Conseil apprendra avec intérêt à sa prochaine session les résultats définitifs de l'opération de diffusion de l'élevage volailler entreprise depuis novembre 1970.

39. Le Conseil de tutelle regrette que les importations de produits alimentaires aient encore atteint sept millions de dollars en 1970 - ce qui représente une augmentation par rapport à 1969 - dans une région à dominante agricole et exprime l'espoir que l'accroissement de la production alimentaire locale diminuera cette regrettable dépendance à l'égard des importations.

Ressources de la mer

40. Le Conseil a appris avec soulagement que les ventes de poissons occupaient désormais dans le commerce extérieur micronésien une place, la seconde, en rapport avec le caractère maritime du Territoire. Il regrette cependant que la valeur de ces exportations dépasse encore à peine celle des importations de poisson en boîtes.

41. Le Conseil note avec intérêt que le programme de développement de la pêche hauturière se poursuit et que le laboratoire marin de Koror, dont la création avait été annoncée, est en cours de construction. Il exprime le vœu que le navire de recherche arrivé en 1970 poursuive dans le reste du Territoire, et notamment aux Palaos, les travaux exécutés dans les Mariannes, et que des recherches portent également sur la pêche côtière et de lagon de façon à faciliter le développement de la petite entreprise halieutique.

Industrie et tourisme

42. Le Conseil relève avec satisfaction que le tourisme se développe à un rythme sensiblement plus rapide que prévu, que ses recettes se placent au troisième rang des sources de revenu extérieur du Territoire et qu'un haut fonctionnaire a désormais la responsabilité de son animation. Il recommande de veiller à ce que l'on s'efforce de faire bénéficier tous les archipels aussi également que possible de l'essor du tourisme et d'élargir encore, à tous les niveaux, le rôle joué par les Micronésiens dans les activités touristiques.

Transports et communications

43. Le Conseil qui, au cours des dernières années, a souligné la nécessité d'améliorer les communications maritimes et terrestres, n'a pas été surpris

d'apprendre que le renforcement de la flotte interinsulaire et la réduction consécutive à trente jours de la durée des rotations avait permis un accroissement substantiel de la production de coprah.

44. Il a noté avec intérêt l'ouverture de l'école de navigation de Doublon, dans le district de Truk, dont les activités ont été malheureusement troublées par un typhon au cours des derniers mois.

45. Il exprime le souhait que le programme de remplacement des bateaux hors d'âge par des bâtiments récents soit poursuivi de façon que les habitants puissent, le plus tôt possible, compter sur des liaisons par mer sûres et régulières.

46. Il recommande qu'une attention particulière soit portée aux activités et aux frets de la compagnie maritime qui jouit actuellement du monopole des relations par mer avec l'extérieur.

47. Le Conseil se félicite que la plus importante compagnie aérienne du Territoire appartienne à un millier de petits et moyens actionnaires micronésiens et emploie un nombre élevé de salariés autochtones.

48. Il recommande qu'un effort particulier soit accompli pour assurer également une indigénisation du personnel navigant dont l'importance technique et la portée psychologique seront également considérables.

49. Le Conseil constate avec intérêt qu'au cours de la dernière année, conformément aux recommandations de la Mission de visite, les liaisons radiophoniques et téléphoniques ont été améliorées et que désormais tous les districts, sauf Palao, sont reliés en phonie à Saïpan et au reste du monde, tandis que les îles isolées peuvent communiquer par radio avec les chef-lieux de district. Il exprime l'espoir que le réseau interterritorial sera achevé dans un proche avenir.

Coopératives

50. Le Conseil se félicite que le nombre des coopérateurs représente environ le quart de la population active et que le chiffre d'affaires des coopératives ait augmenté de plus d'un million de dollars d'une année à l'autre.

D. PROGRES SOCIAL

Services médicaux et sanitaires

51. Le Conseil de tutelle apprécie le fait que 70 p. 100 de la population environ a accès direct à un hôpital de district ou de sous-district et que les dépenses renouvelables consacrées aux services de santé ont augmenté de près d'un million de dollars entre 1968 et 1970.

52. Il regrette cependant qu'en dépit de la construction de l'hôpital de Truk, le nombre et la capacité d'accueil des hôpitaux n'aient pas sensiblement changé depuis l'examen du rapport 1966-1967. Il exprime le souhait que les constructions envisagées, notamment à Ponapé et à Yap, soient menées à leur terme aussitôt que possible. Le Conseil épouse les vues exprimées par le représentant de l'OMS selon lesquelles, dans les îles hors de portée des hôpitaux, les besoins les plus critiques en matière d'amélioration des services sanitaires se trouvent au niveau des dispensaires et des postes de premiers soins. Le Conseil se félicite de ce que l'Autorité administrante accorde priorité à cette question et que des progrès aient été accomplis pendant l'année.

53. Le Conseil de tutelle est heureux de constater qu'une nouvelle école d'infirmiers a été ouverte et qu'au cours des quatre dernières années le nombre d'infirmières autochtones s'est accru d'environ 50 p. 100. Il regrette cependant que les effectifs de médecins micronésiens et des personnels expatriés se soient maintenus à peu près au même niveau, et que ceux des agents médicaux du Peace Corps aient sensiblement diminué.

Développement communautaire

54. Le Conseil de tutelle se loue que les services gratuits d'avocats aient été mis à la disposition de la population et que plus de 12 000 personnes bénéficient de l'action des organismes bénévoles de développement communautaire.

Main-d'oeuvre

55. Tout en appréciant que les salariés du secteur public participent efficacement au mouvement coopératif et mutualiste, le Conseil de tutelle constate qu'en partie en raison du nombre élevé de fonctionnaires, il n'existe pratiquement pas d'activités syndicales dans le Territoire.

/...

Habitations

56. Le Conseil se réjouit que les observations de la Mission de visite et ses propres recommandations aient eu pour résultat la mise en chantier d'un important programme d'habitations à bon marché. A cet égard, le Conseil espère être informé des résultats de l'aide qui sera apportée par les experts en construction de logements des Nations Unies dont le concours a été sollicité par le Gouvernement du Territoire.

Sécurité publique

57. Le Conseil se félicite de ce qu'une loi sur le contrôle des armes à feu ait été adoptée conformément aux recommandations de la Mission de visite de 1970, et exprime le souhait d'être informé lors de sa prochaine session de ses conséquences pratiques.

Croissance démographique

58. Le Conseil de tutelle, notant que la combinaison de bonnes conditions sanitaires et d'un taux de natalité élevé a pour résultat d'accroître la population au rythme de 28 p. 100 correspondant sensiblement à un doublement en une vingtaine d'années, attire l'attention de l'Autorité administrante sur un phénomène qui renforce la pression démographique rurale et accélère l'exode vers les centres urbains.

E. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Généralités

59. Le Conseil de tutelle réitère les vues qu'il a exprimées à sa trente-septième session, à savoir qu'il sera surtout nécessaire au cours des prochaines années de veiller à ce que tous les enfants fréquentent l'école primaire, d'améliorer les normes pédagogiques, d'améliorer et de développer l'enseignement professionnel et technique, particulièrement au niveau secondaire, de créer une ou deux écoles secondaires spéciales qui prépareront les élèves à

accéder à l'enseignement supérieur et de remanier les programmes des établissements d'enseignement primaire et secondaire de façon à accorder une attention accrue à des sujets présentant plus d'intérêt pour la société et l'économie micronésienne.

60. Le Conseil a noté avec satisfaction la déclaration du représentant spécial indiquant que l'Autorité administrante, tenant compte des observations formulées par la Mission de visite de 1970 et des recommandations du Conseil, s'emploie à donner suite à ces suggestions.

61. Le Conseil note à cet égard les efforts déployés par l'Autorité administrante pour instituer dans chaque district un programme complet de formation professionnelle pour compléter l'oeuvre du Centre de formation professionnelle micronésien de Koror qui compte maintenant, comme le Conseil le note avec satisfaction, 300 étudiants suivant 14 cours de formation professionnelle différents. Le Conseil approuve la création d'un "conseil pour les programmes d'enseignement" et note avec satisfaction que l'Autorité administrante a l'intention de remanier les programmes scolaires pour qu'ils répondent davantage aux aspirations et aux besoins de la population de la Micronésie.

62. Le Conseil note également avec satisfaction l'augmentation du nombre des Micronésiens qui ont obtenu des diplômes dans divers établissements d'enseignement supérieur au cours de la période quinquennale 1967-1971, par rapport à la période 1962-1966.

63. Le Conseil note que le pourcentage des enseignants non autochtones est encore élevé et est conscient des difficultés que rencontre l'Autorité administrante pour recruter du personnel local. Le Conseil espère qu'aucun effort ne sera ménagé pour que l'enseignement compte le plus grand nombre possible d'enseignants autochtones, au niveau primaire en particulier, et note à cet égard que les instituteurs non autochtones des écoles publiques représentent moins de 4 p. 100 du total.

64. Le Conseil approuve la déclaration du représentant spécial indiquant que le but du programme d'enseignement de l'anglais comme seconde langue n'est pas de porter préjudice à l'enseignement des diverses langues locales.

F. FIXATION D'UN DELAI DEFINITIF ET D'ETAPES INTERMEDIAIRES
POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE

65. Le Conseil de tutelle a pris note avec beaucoup d'intérêt du rapport de la délégation pour le statut politique du Congrès de la Micronésie et des déclarations de l'Autorité administrante, du représentant spécial et des conseillers spéciaux sur les entretiens qui ont eu lieu entre la délégation pour le statut politique et l'Autorité administrante sur l'avenir du Territoire.

66. Le Conseil a pris note de la création, au sein du Congrès de la Micronésie, d'un comité mixte du statut, ainsi que de la nomination de M. Franklin Williams comme représentant personnel du Président des Etats-Unis chargé de poursuivre les pourparlers sur le statut politique futur. Le Conseil note avec satisfaction que de nouveaux entretiens doivent avoir lieu au cours de l'été 1971 et que les deux parties s'emploient à redéfinir leur position respective en vue de ces pourparlers.

67. Le Conseil a pris note du fait que l'Autorité administrante avait offert aux représentants du Congrès de la Micronésie le statut de Commonwealth et de la réaction du Congrès de la Micronésie. Il note également la déclaration faite par le représentant de l'Autorité administrante indiquant que l'Autorité administrante ne cherche pas à imposer une solution particulière au peuple de la Micronésie, mais "s'efforce d'aboutir avec le Comité du statut du Congrès de la Micronésie à un statut acceptable pour tous, qui ferait de la Micronésie un Etat autonome associé aux Etats-Unis". Le conseil note, en outre, les déclarations du représentant de l'Autorité administrante indiquant que l'Autorité administrante a étudié attentivement les "quatre principes" et les autres aspects de la position de la Micronésie et qu'elle a reconsidéré sa position en fonction de ces éléments; le Conseil note aussi que l'Autorité administrante a bon espoir qu'il sera possible de parvenir à un statut acceptable pour tous. Le Conseil estime que les quatre principes formulés par le Comité du statut du Congrès de la Micronésie semblent préciser les vues du Comité concernant le statut de libre association. Le Conseil estime également que, bien que ces déclarations n'engagent pas l'Autorité administrante en faveur d'un statut particulier pour le Territoire sous tutelle, elles prouvent que l'Autorité administrante abordera avec souplesse et sans idée préconçue les prochains pourparlers et laissent bien augurer de leur issue.

68. Le Conseil a pris note des déclarations contradictoires des pétitionnaires et des observations de l'Autorité administrante sur la situation existant aux îles Mariannes et rappelle que ce problème a été analysé en 1969 dans le rapport de la Commission du statut politique futur du Congrès de la Micronésie et qu'en particulier la Commission a émis l'avis qu'il convenait de trouver une solution qui soit conforme à la fois aux intérêts de la Micronésie dans son ensemble, à ceux du district des îles Mariannes et à ceux des minorités qui se trouvent dans ce district.

69. Le Conseil appuie cette opinion de la Commission, et prend note que celle-ci a déclaré ne pas être opposée à une union politique qui engloberait le district des îles Mariannes si cette solution traduisait les souhaits librement exprimés de la majorité de la population de ce district. Le Conseil partage l'espoir exprimé par la Commission que l'on n'opterait pas pour la séparation avant d'avoir étudié toutes les possibilités d'association, et prie instamment toute la population du district des îles Mariannes de coopérer avec le Congrès de la Micronésie et avec l'Autorité administrante pour rechercher une solution acceptable pour tous.

70. Le Conseil réaffirme le droit inaliénable du peuple de la Micronésie à l'autodétermination, y compris son droit à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies, à l'Accord de tutelle et aux résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et 1541 (XV) du 15 décembre 1960 de l'Assemblée générale.

71. Le Conseil exprime une fois de plus sa conviction que, étant donné la situation particulière du Territoire sous tutelle et ses problèmes, il serait souhaitable que le peuple de la Micronésie décide le plus tôt possible de son statut futur.
